

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CL DUNKERQUE  
de respecter les dispositions de l'article 7.9.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024  
pour son établissement de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 3 août 2020 accordant à la société CLAREBOUT l'autorisation environnementale unique de construire et exploiter une unité de transformation de pommes-de-terre sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 accordant à la société CL DUNKERQUE (ex CLAREBOUT) l'autorisation environnementale modificative en vue de régulariser l'arrêté d'autorisation environnementale du 3 août 2020 sur les territoires des communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 7 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 9 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 9 juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de l'inspection du 10 juin 2025 au cours de laquelle une simulation d'incendie et un exercice de mise en œuvre du plan d'opération interne (POI) du site a été réalisé, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
  - les procédures et actions à mettre en œuvre dans le cadre du POI étaient inconnues du personnel présent sur site le soir de l'inspection ;
  - aucune action visant à empêcher ou contenir l'aggravation de l'incendie simulée n'a été entreprise avant le retour sur site du cadre d'astreinte bien que du personnel soit présent sur site en nombre suffisant pour mettre en œuvre les actions nécessaires prévues par les procédures ;
  - faute de consigne claire et d'entraînement, l'appel des secours réalisé dans le cadre de l'exercice manquait de précision et n'a pas permis aux secours de comprendre l'ampleur du sinistre avant leur arrivée sur les lieux ;
  - le personnel présent sur site n'avait pas conscience de la nécessité d'accueillir les secours à l'entrée du site afin de les informer de l'évolution de la situation et de l'emplacement exact du sinistre (sur un site s'étendant sur plus de 22 hectares), engendrant un retard dans le déploiement des moyens d'intervention ;
2. le but du POI est de contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens. Une réaction tardive va à l'encontre de cet objectif puisqu'elle permet au sinistre de se développer potentiellement jusqu'à un niveau non maîtrisable ;
3. ces constats sont dus à un niveau de formation insuffisant du personnel présent sur site devant concourir à la mise en œuvre du POI ;
4. ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.9.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 susvisé ;
5. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CL DUNKERQUE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 7.9.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société CL DUNKERQUE (ex CLAREBOUT), ci-après dénommée l'exploitant, exploitant une unité de transformation de pommes-de-terre sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG, est mise en demeure de respecter **sous 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.9.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 susvisé en formant le personnel intervenant dans le cadre du plan d'opération interne aux procédures et actions prévues par celui-ci, cette formation doit notamment permettre au personnel posté de connaître et mettre en œuvre les actions réflexes prévues au POI sans attendre l'arrivée des cadres d'astreintes.

## Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **09 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

